

[Print](#)

## Démocratisation des élections : la lutte entre l'ancien et le nouveau au Venezuela et en Amérique latine

De [Thierry Deronne](#)

Global Research, mai 06, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/démocratisation-des-elections-la-lutte-entre-lancien-et-le-nouveau-au-venezuela-et-en-amerique-latine/5447695>

On savait la droite vénézuélienne divisée entre courants "accumulation de forces" (tendance Enrique Capriles Radonski) et "coup d'État" (tendance Maria Corina Machado). Voici qu'elle se déchire sur les élections législatives qui auront lieu en 2015. Pourquoi ? Tout comme son adversaire le *Parti Socialiste Unifié du Venezuela*, elle va organiser des primaires dans quelques semaines (1). Sauf que les deux camps ont suivi des méthodes diamétralement opposées.

Du côté de la droite (regroupée dans la MUD, Mesa de la Unidad Democrática), chacun des aspirants-candidats aux primaires du 17 mai devait réunir 1 % des signatures du registre électoral, payer 150.000 bolivars soit 26 fois le salaire minimum, et ne disposait que d'une semaine pour ce faire (du 10 au 17 mars). Conséquence, on ne trouve parmi les 110 candidats retenus que très peu de citoyens de base et...

beaucoup d'entrepreneurs privés (comme Braulio Jatar Alonso, Luis Alberto Silva, Franciovy Hernández, Ylidio Abreu, Vestalia San Pedro ou Isaac Pérez). « *Comment un producteur, un employé, un professeur universitaire ou un syndicaliste auraient-ils pu réunir toutes ces signatures et 150 mille bolivars en une semaine ? Serait-ce que les gens ne travaillent pas ?* » s'insurge Claudio Fermin, membre de la MUD, ex-maire de Caracas et dirigeant du parti Acción Democrática. En outre, les militants de base ne pourront s'exprimer que dans 38 des 87 circonscriptions que compte le pays. Le reste des candidatures a été fixé sans les consulter, à travers des pactes entre appareils.



Claudio Fermin

Pour Fermin, "ces pactes relèvent de la plus pathétique politique de salon. Il est vital de combattre l'apathie et l'abstention lors des prochaines élections en promouvant des actions qui suscitent l'intérêt et la participation des vénézuéliens car ce sont ces éléments qui ont octroyé la victoire au chavisme ces dernières années. La MUD n'est qu'une dictature d'appareils et tous ses partis ne font pas 15 % de la population ».

Nombreux sont les dirigeants locaux de la MUD à dénoncer ces pratiques. A Caracas, Carlos Julio Rojas a exigé que les candidats imposés (comme la dirigeante d'extrême droite Maria Corina Machado) paient eux aussi les 150.000 bolivars. Le parachutage d'Ismaël Garcia, à la réputation douteuse, est mal vécu par la base de l'état de Portuguesa mais les plaintes à la direction nationale restent lettre morte. Leonardo Prieto du "Movimiento Gente" de Puerto Ordaz a entamé une grève de la faim face au refus de la MUD d'organiser des primaires, l'accusant de "séquestrer" le droit des citoyens. Dans l'État de Lara le dirigeant et député Eduardo Gomez Sigala s'étonne que "le candidat Henri Falcon soit imposé par la direction sans passer par des primaires (...) sans doute parce qu'il ne les gagnerait pas" et a rejeté l'argument des dirigeants de Caracas pour qui l'organisation d'une consultation eût été "trop coûteuse". "L'opportunisme ne peut pas faire la loi (...) Nous assistons à une escroquerie qui nie le droit de la base à choisir ses candidats. Pas de démocratie sans primaires ». D'autres dirigeants comme Efrén José Meza Barrios ont annoncé la création d'une coalition parallèle à la MUD, baptisée "*Lara Entera por el Cambio y las Primarias*" (2). Dans l'État de Mérida la droite locale proteste en organisant elle-même la consultation des militants.



Dirigeants de la MUD (opposition vénézuélienne). Deuxième à partir de la gauche du premier rang, Antonio Ledezma, impliqué dans le coups d'État de 2002 et les tentatives de 2014 et 2015. Dernier à droite, le député Andrés Velásquez.

Pour le député d'opposition Andrés Velásquez, cette manière d'organiser les primaires constitue une "grave erreur stratégique". "Nous avons perdu une occasion en or. Ces primaires nous auraient permis d'élargir notre espace, de construire une base plus large. Les aspirations de nombreuses personnes dans plusieurs états du pays ont été purement et simplement ignorées. Il est temps de mettre un point final à cette habitude des cercles de dirigeants de partis de confisquer les opinions des citoyens". Velásquez a réclamé une cohérence entre le discours de la MUD qui se dit "plurielle" et "démocratique" mais qui ne se traduit pas dans la pratique dès qu'il s'agit de se répartir des sièges de députés.

Ces dissensions n'auraient sans doute pas pris une telle ampleur sans l'inévitable comparaison avec la méthode suivie par le Parti socialiste Unifié du Venezuela, le PSUV, principal parti de la révolution bolivarienne.

Alors que les 110 candidats de la droite sont plutôt des hommes âgés, riches, blancs, qu'on n'y trouve pratiquement aucune femme (1 sur 10) ni de jeunes (pas même les étudiants de droite qui servent, médiatiquement, à faire passer les violences de 2014 et 2015 pour une "révolte populaire"), la base du PSUV a organisé 13.682 assemblées à travers tout le pays avec la participation d'environ 900.000 citoyen(ne)s, sans la moindre discrimination de race, de sexe ou de classe sociale, et a désigné 1.152 candidat(e)s pour les primaires, soit dix fois plus que ceux de la droite. 60 % des candidats du PSUV sont des femmes, et la moitié a entre 21 et 30 ans. En tout, 83% ont moins de 50 ans. Pour garantir une campagne équitable les frais des candidat(e)s sont pris en charge par les cotisations des militants : "chacun aura droit à la même quantité d'affiches, à la même quantité d'espaces radio et TV" explique Jorge Rodriguez, un des dirigeants du Parti Socialiste Unifié.



Assemblées de militant(e)s du Parti Socialiste Unifié (PSUV) choisissant les candidats aux primaires de juin 2015.



### Un champ politique nouveau

Un jour j'interrogeai un vénézuélien pauvre : "Pourquoi votez-vous pour Chavez ?" ... « Parce que je ne veux pas redevenir invisible ». Eduardo Galeano (1940-2015) dans "Chavez, un drôle de dictateur".

La comparaison des deux méthodes révèle deux projets de société. Le champ politique vénézuélien ne se caractérise pas tant, comme le martèlent les grands médias, par une "polarisation" "pour ou contre Maduro" ou "pour ou contre la révolution", mais par une contradiction plus profonde, historique : entre l'exclusion, la discrimination, l'humiliation et le besoin majoritaire de dignité, de respect et de participation. La caste nostalgique qui espère encore voir poindre le drapeau salvateur des Gl's – qu'incarne parfaitement Maria Corina Machado, télégénique survivante du seizième siècle

(3) – voit sa propre base militante réclamer son droit de participer. Effet d'entraînement d'une révolution qui a su dynamiser l'apartheid des années 80 pour ouvrir le champ politique à de nouveaux acteurs – organisations féministes populaires ou mouvements d'auto-constructeurs de logements. La constitution bolivarienne est un bon exemple, qui donne aux citoyens le droit d'organiser un référendum révocatoire à mi-mandat (qu'il s'agisse d'un maire ou d'un président). Approuvée par référendum en décembre 1999, elle fut d'abord dénoncée par la droite comme "totalitaire". Jusqu'au jour où celle-ci comprit l'avantage politique qu'elle pouvait en tirer et se l'appropriera comme outil de lutte... contre la "dictature bolivarienne".

Bien qu'elle possède la majorité des médias comme dans le reste de l'Amérique Latine, la droite vénézuélienne n'a pas réussi, pour l'heure, à capitaliser le mécontentement d'une population qui subit la guerre économique depuis deux ans. Sa difficulté reste qu'elle ne peut sauter par-dessus ses propres murs, renoncer à son rêve néo-libéral et socialement raciste (4). La firme privée de sondages Hinterlaces confirme qu'actuellement, le chavisme reste la seule force sociale, culturelle et symbolique de caractère populaire face à une opposition divisée, sans message et sans projet, élitiste et absente des mouvements sociaux et de la rue (5).



Assemblée du PSUV pour postuler les candidat(e)s aux primaires de juin 2015.

Le mouvement de démocratisation ne concerne pas que le système électoral. La domination machiste recule à mesure que s'organise un féminisme populaire – comme celui de l'Union Nationale des Femmes, coordination de 400 collectifs en lutte dans tout le Venezuela et qui ouvre des points d'inscription ce 2 mai dans 335 municipalités du pays. On pourrait parler aussi de la démocratisation d'une université jusqu'ici réservée aux élites : 2015 bat les records avec l'inscription de 486.179 candidats aux études supérieures. Ou de l'appropriation progressive de médias par des centaines de collectifs citoyens, devenus légalement propriétaires de leurs propres fréquences de radio et de télévision locales, sortis de la clandestinité d'avant la révolution. Ou de la démocratisation de l'internet, qui a valu au Venezuela un prix de l'UNESCO, avec ses centres de connexion dans les quartiers populaires et l'extension du WIFI sur les places publiques et dans les universités. Ou des 1070 communes et des 44.600 conseils communaux qui commencent à écrire l'utopie invisibilisée par les médias d'une économie et d'une politique cogérées par les citoyen(ne)s. Bref, alors que la plupart des journalistes fabriquent docilement l'image d'un "Venezuela qui bascule dans la dictature" exactement comme ils le faisaient à propos du Nicaragua des années 80 (et on voit bien aujourd'hui qu'il n'en était rien), il n'est pas exagéré de dire que le Venezuela est aujourd'hui une des démocraties les plus avancées au monde.



La Présidente Michelle Bachelet

Une réalité à replacer dans le contexte de la montée des forces progressistes en Amérique Latine depuis le retour de la démocratie. Au Chili, la présidente Michelle Bachelet vient de réaliser une de ses promesses en abrogeant la loi électorale mise en place par Pinochet et dont les dispositions empêchaient l'émergence de petits partis pour mieux maintenir la domination de la droite. 40 % des candidatures devront être féminines pour viser la parité à l'assemblée nationale. Bachelet a annoncé la refonte de la constitution à partir de septembre, à travers un large débat démocratique, décision critiquée par la droite.



Brésil, marche pour la démocratisation de la vie politique.

Assemblée constituante, parité de genre, fin des financements des candidatures par les grands lobbies économiques, figurent également dans le projet de réforme politique appuyé par Dilma Rousseff et porté par 112 mouvements sociaux et politiques, religieux et étudiants, qui vont de la Via Campesina au Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre et à la CUT, principale force syndicale du pays.



La Présidente Cristina Fernández

Dans une interview récente (6), la présidente argentine Cristina Fernández rappelle pour sa part : "après tant d'échecs subis en tant que députée ou sénatrice dans la lutte pour la démocratisation des partis politiques, je suis fière d'avoir réussi à faire que la vie politique en Argentine se caractérise par des primaires internes ouvertes, de caractère obligatoire, pour que les appareils des partis ne soient plus ceux qui définissent les candidatures, mais pour que ce soit la société qui en décide : j'en suis fière et très heureuse parce que nous vivons en démocratie, parce que nous choisissons, parce que nous participons, et je crois que c'est très positif".

**Thierry Deronne**

Caracas, 2 mai 2015.

**Notes :**

(1) Fait curieux, pour organiser ces primaires, la droite a demandé l'appui du Conseil National Électoral (CNE) alors qu'à chacune de ses défaites, elle accuse ce dernier de "fraude". Le Venezuela bolivarien a organisé un nombre record de scrutins (19 en 15 ans), reconnu comme transparents par les observateurs de l'*Union Européenne*, de l'*Organisation des États Américains* ou de l'*Association des Juristes Latino-américains*. Selon l'ex-président du Brésil Lula da Silva, il s'agit d'un "excès de démocratie". Pour Jimmy Carter qui a observé 98 élections dans le monde, le Venezuela possède le [meilleur système électoral du monde](#). En mai 2011 le rapport de la canadienne *Fondation pour l'Avancée de la Démocratie (FDA)* a placé le système électoral du Venezuela à la première place mondiale pour le respect des normes fondamentales de démocratie. L'ONG chilienne *LatinoBarometro* a établi dans son rapport 2013 que le Venezuela bat les records de confiance citoyenne dans la démocratie en Amérique Latine (87 %) suivi de l'Équateur (62 %) et du Mexique (21 %). Pour l'ONG, "le Venezuela est le pays où on observe la plus grande différence entre ce que pensent ses citoyens de leur démocratie et l'image qui circule dans la communauté internationale".

(2) "État de Lara au complet pour les primaires et le changement".

(3) [Natacha Tatu](#) ("Nouvel Obs", France) rattrape sur le tard le peloton des grands médias en nous présentant Maria Corina Machado comme une victime du pouvoir, égérie sympa de la lutte pour la démocratie. Héritière d'une des grandes familles de l'oligarchie, leader de l'extrême droite, Mme Machado signa en avril 2002 le décret de l'éphémère et meurtrier coup d'État contre le président Chavez, qui porta au pouvoir durant 48 heures le patron des patrons Pedro Carmona. Ce décret abolissait toutes les institutions démocratiques telles que la constitution et l'assemblée nationale, tandis que la police putschiste faisait la chasse aux opposants. En juin 2013, dans une conversation téléphonique, Machado évoque ses contacts avec les États-Unis et la nécessité de tenter un nouveau coup d'État précédé de « confrontations non-dialogantes ». Bilan des violences de 2014 : 43 morts, la plupart dans le camp bolivarien et six membres des forces de l'ordre tués par balles. "Il faut nettoyer cette porcherie, en commençant par la tête, profiter du climat mondial avec l'Ukraine et maintenant la Thaïlande" insiste-t-elle en 2014 dans un des mails échangés avec l'ambassadeur états-unien en poste à Bogota, Kevin Whitaker. "C'est l'heure de faire des efforts, de procéder aux appels nécessaires et d'obtenir le financement pour anéantir Maduro, le reste tombera de son propre poids". Le 12 février 2015, le siège de la télévision publique [Telesur](#) où travaillent 800 personnes et l'assemblée nationale devaient être bombardés [lors d'une tentative de coup d'État](#). Lire "C'est l'heure d'anéantir Maduro", <https://venezuelainfos.wordpress.com/2014/05/29/%C2%A8cest-lheure-daneantir-maduro-le-reste-tombera-de-son-propre-poids%C2%A8-les-visages-revels-du-plan-de-coup-detat/>

(4) Lire "L'accord de transition Machado-Ledezma-Lopez, ce que révèle et occulte le programme de la droite en cas de succès d'un coup d'État", <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/02/22/laccord-de-transition-machado-ledezma-lopez-ce-que-revele-et-ce-que-occulte-le-programme-de-la-droite-venezuelienne-en-cas-de-succes-dun-coup-detat/>

(5) Lire "Qui a perdu la rue ?", <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/03/05/qui-a-perdu-la-rue/>

(6) Interview accordée à Russia Today par la Présidente Cristina Fernandez de Kirchner, <http://www.tvpublica.com.ar/programa/entrevista-de-rusia-today-a-cristina-fernandez-de-kirchner/>

Copyright © 2015 Global Research